

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 3 avril 2017

Utopique, le programme de Philippe Poutou ?

C'est eux qui le disent !

Quand Philippe Poutou défend son programme à la télé ou à la radio, cela ne rate jamais. Il y a toujours quelqu'un pour lui rétorquer, comme une journaliste sur le plateau d'*On n'est pas couché* le 1^{er} avril dernier : « *Est-ce que ce n'est pas un peu utopique ?* »

Utopiques, ces mesures d'urgence pour le monde du travail ? Utopiques, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du temps de travail entre tous jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi ? Utopique, qu'il n'y ait pas un seul salaire inférieur à 1 800 euros net ? N'est-ce pas un minimum que d'avoir simplement un emploi, et un salaire qui resterait encore en-dessous du salaire moyen actuel, qui est de 2 200 euros ?

L'utopie, pour certains comme Fillon, les eurodéputés FN ou l'ex-ministre Le Roux... c'est de vivre avec si peu, eux qui offrent des emplois fictifs à leurs proches, avec des salaires bien plus élevés. Ou comme Emmanuel Macron, qui a touché trois millions d'euros lorsqu'il était banquier d'affaires, ou de l'héritière Marine Le Pen.

Utopique, d'exiger l'indispensable ?

Pour tous ces représentants du système capitaliste, qu'est-ce qui est utopique ? C'est de vouloir en finir avec le chômage et la pauvreté, de vouloir vivre décemment dans un monde qui croule sous les richesses, un monde où huit milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population.

Utopique, la fin d'un cauchemar ?

De vouloir en finir avec les guerres au Moyen-Orient et en Afrique dont la rapacité des multinationales, à commencer par les françaises, est en grande partie responsable ?

« Et l'argent, vous le trouvez où ? »

demandent encore les journalistes. Puisque, paraît-il, les caisses de l'État sont vides ! Eh bien, on pourrait regarder du côté de ceux qui les ont vidées. Du côté des 100 à 150 milliards d'aides que l'État verse chaque année au grand patronat, alors que les bénéficiaires du Cac 40 ont dépassé les 75 milliards l'an passé !

Les travailleurs, quant à eux, pourraient aller mettre leur nez dans les comptes des grands patrons, comme celui de PSA qui gagne plus de 5 millions par an quand

ses salariés sont au pain sec ; ou dans ceux des grands capitalistes comme Bernard Arnault, dont la fortune pèse plus de 40 milliards.

Les candidats dits « grands », ceux qui représentent la minorité des riches, promettent le retour au plein emploi... sans prendre sur les profits ! Ce n'est même pas une utopie. C'est une escroquerie.

Ils ont les millions ? Nous sommes des millions !

Ils comptent en euros, comptons en travailleurs. Au printemps dernier, le mouvement contre la loi Travail a duré quatre mois, mais une seule fois, et pour un jour seulement, un million de travailleurs sont descendus dans les rues. Il faudra être encore plus nombreux.

Une grève générale, où nous serions des millions, rendrait réalistes les mesures d'urgence que propose l'extrême-gauche.

Notre programme, ce ne sont pas des promesses : c'est un programme pour les luttes de la classe ouvrière.

C'est seulement quand nous, qui sommes des millions, commençons à prendre nos affaires en main, que tout ce qui paraissait utopique devient possible. C'est à ce moment qu'on commence à faire peur aux exploités et à leur arracher ne serait-ce qu'une amélioration réelle de nos conditions de vie.

Et si des millions d'exploités et d'opprimés restent mobilisés le temps qu'il faut pour l'emporter, leur colère deviendra contagieuse et même planétaire. L'internationalisme des travailleurs entrera en action et c'est alors que l'utopie d'un monde nouveau, en bouleversant les règles du jeu, deviendra réalité.

Votez et faites voter pour Philippe Poutou, ouvrier, candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), pour affirmer les revendications du monde du travail, pour dire que nous sommes nombreux, décidés à les faire aboutir par nos luttes.

Pôle tertiaire ou boîte à sardine ?

La direction commence à faire circuler des chiffres sur le déménagement forcé qu'elle programme. 1 400 d'entre nous iraient au Pôle Tertiaire à Poissy, 250 à Carrières et 140 à Vélizy. D'autres, moins nombreux, iraient à Belchamp.

Le Pôle Tertiaire monterait à 5 500 salariés, sans qu'aucun aménagement véritable des locaux ne soit prévu ! Dans les implantations type, la direction prétend qu'il y aurait 400 places assises pour 250 personnes. Mais elle compte tout, même la moindre salle de réunion, le moindre box, le moindre coin de canapé. Et les WC ?! Quant aux postes de travail, il n'y en a que 205 en tout et pour tout sur son plan. Soit 8 postes pour 10 salariés.

Le but est bien de gagner toujours plus d'argent sur le dos des salariés, en les entassant au maximum.

Au moment où PSA annonce des profits toujours plus faramineux, il n'y a aucune raison que les salariés de La Garenne, comme ceux des autres sites, en fassent les frais.

Le compte n'y est pas

La prime d'intéressement de 2000 euros n'atteint pas, une nouvelle fois, les promesses de la direction. Si le montant est placé, il est net d'impôt sur le revenu. Mais pour les salariés qui ont besoin d'argent faute de véritables augmentations, et qui demandent le virement, c'est impossible.

Double peine

Les absences pour maladie, congé paternité ou congé parental diminuent la prime d'intéressement versée, car 50 % de son montant est proportionnel à notre temps de présence.

Sans parler de la mesquinerie qui consiste à pénaliser notre investissement dans la vie de famille, on voit que PSA ne perd aucune occasion de rogner sur ce qu'elle nous doit. Elle sanctionne doublement les salariés malades, qui ont du faire face à des problèmes de santé bien souvent liés au travail et toucheront moins que leurs collègues.

À l'entendre, les déplacements c'est la teuf

Nouvelle consigne de G. Leborgne : réduction des frais de déplacements de 25 %. Ainsi, nous nous plierons aux exigences et nous éviterons les déplacements *inutiles*... Genre le déménagement ?

À en croire Le Borgne, pas besoin de déplacement pour faire *synergie*. Les audios et les vidéos suffisent.

Au mieux, il sous-estime notre boulot en déplacement. Au pire, il se moque de nous.

Le bonheur serait (peut-être) ailleurs ?

Avec le cas d'une collègue partie créer sa marque de chocolat, la direction nous balance une nouvelle pub intranet à la « mobilité externe ». Rien de bien nouveau dans sa logique de sous-traiter aux salariés la recherche du motif de leur licenciement.

À l'ex salariée de conclure que ça va *peut-être* aboutir...

Mais avec un chômage à près de 10 %, on préférerait des garanties pour notre travail actuel à des *peut-être*.

Angle exploitation

La semaine passée le magazine économique de France 2 « angle éco » traitait du repli protectionniste, de la fermeture des frontières qui pourrait soi-disant permettre de sauvegarder des emplois dans l'hexagone. C'est par ailleurs la rengaine démagogique du FN en France ou de Trump. Pour arguer de la question, la comparaison était faite entre les sites de PSA Douvrin et Trnava en Slovaquie. L'un prospère au détriment de l'autre sur le « déclin ». Notamment avec la décision de PSA de produire à l'Est ses moteurs à l'horizon 2019 en raison de salaires moins élevés.

Ce qui est certain c'est que pour PSA comme pour les autres patrons, le profit et l'exploitation, eux, n'ont pas de frontière. Travailleurs de tous pays unissons-nous !

GM&S : la lutte continue

Jeudi dernier, les travailleurs de l'usine GM&S de La Souterraine (Creuse) se sont rendus à Poissy pour protester contre la fermeture annoncée de leur usine. Une fermeture programmée par PSA, le principal donneur d'ordre, qui après avoir asphyxié son équipementier en baissant drastiquement les commandes, essaie de dissimuler sa responsabilité dans ce plan de licenciement déguisé, en annonçant de nouvelles commandes.

Les travailleurs de GM&S participent pourtant, au même titre que tous les autres salariés du groupe ou des entreprises de sous-traitance, à la réalisation des bénéfices considérables dont se gargarise la direction. C'est donc à elle d'assumer sa responsabilité et d'éviter aux GM&S le chômage et ses conséquences catastrophiques.

Selon que vous soyez puissants ou misérable

Les dirigeants d'Altran s'en sortent bien : alors que le tribunal a reconnu jeudi dernier que ces derniers étaient coupables de « *faux et usage de faux, diffusion d'informations trompeuses, fausses factures et tenue d'une double comptabilité* », des faits lourdement sanctionnés par des peines de prisons et des amendes conséquentes... ils n'écoperont en réalité d'aucune sanction sous prétexte que l'entreprise a déjà été condamnée à une amende dérisoire par l'Autorité des marchés financiers, une institution connue pour sa complaisance avec les entreprises fraudeuses...


